

# Les plus pauvres privés de 40 milliards d'euros

BRAECKMAN, COLETTE

Jeudi 14 mai 2009

Développement : Les pays européens n'ont pas tenu leurs promesses

Quarante milliards d'euros, c'est le montant de l'aide que les pays européens, en dépit de leurs promesses, n'ont pas versé aux pays du Sud.

Si cette somme était effectivement allée aux pays les plus pauvres, elle aurait pu augmenter d'un quart les revenus des 380 millions d'Africains vivant dans la pauvreté absolue.

A la veille de la réunion à Bruxelles des Ministres européens chargés du développement, Concord, la confédération européenne des ONG d'urgence et de développement, pulvérise la bonne conscience des Européens qui proclament volontiers qu'ils sont les plus généreux des bailleurs. En effet, non seulement les gouvernements européens ne rempliront pas avant 2012 les promesses qui auraient dû être réalisées en 2010, mais la plupart des pays donateurs ont gonflé artificiellement le chiffre de leurs efforts en comptabilisant comme aide au développement des annulations de dettes, à raison de 5 milliards d'euros, les 2 milliards liés à l'accueil des étudiants étrangers et le milliard d'euros que représente l'accueil ou le rapatriement des candidats réfugiés. Alors que l'Union se targue d'attribuer aux pays pauvres 0,40 % de son revenu national, la réalité est bien différente : l'aide réelle ne représenterait que 0,34 % du revenu national brut collectif. On est loin de l'objectif quasi mythique des 0,7 %...

Il est vrai que les banques ont eu plus de chances que les pauvres : le sauvetage des seules Dexia et Northern Rock a mobilisé plus de 150 milliards de dollars.

Non seulement l'aide européenne est insuffisante ou en recul (certains pays comme l'Italie, l'Irlande ou l'Estonie ont froidement réduit leur budget d'aide au développement) mais sa qualité est mise en cause. Les ONG relèvent que les bailleurs orientent l'aide en faveur de leurs propres priorités sans tenir compte des orientations des gouvernements bénéficiaires, qu'ils continuent à lier leur assistance aux biens et aux services fournis par leurs propres entreprises (ce qui n'est pas le cas de la Belgique...). En outre cette aide comporte trop d'assistance

technique, mise en œuvre par des coopérants expatriés qui ne forment guère de relève, elle est peu transparente et trop souvent liée à des conditionnalités politiques.

Pour Elise Ford, du Bureau européen d'Oxfam, « les insuffisances ou la défection des bailleurs aggravent les effets de la crise dans les pays pauvres. Or ces derniers sont déjà confrontés à la chute spectaculaire des envois de fonds par les migrants (dont les montants étaient souvent supérieurs à celui de l'assistance internationale), à une baisse spectaculaire des échanges et des investissements étrangers. La vie de millions de pauvres est en jeu, de même que la réputation de l'Europe... »